



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PRÉFET DES HAUTS-DE-SEINE

Direction régionale et interdépartementale de  
l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France

Nanterre, le 14 octobre 2014

Unité territoriale des Hauts-de-Seine

### INSTALLATIONS CLASSÉES

**Objet : Inspection programmée**  
**Rapport de la visite d'inspection du 09/09/2014**

**Affaire : Visite d'inspection du 09/09/2014**  
**Dossier N°31260 A**  
**GIDIC (S3IC) : 74-5746**  
**Hélios : 29843**

**Exploitant concerné :**  
**LRB ROULIER**  
**33 rue des Agglomérés NANTERRE**

bordereau du 24/09/2014

## RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

ÉTABLISSEMENT	
Raison sociale	LRB ROULIER
Adresse du siège social	33 rue des Agglomérés NANTERRE
Adresse du site	idem
Activité	Traitement de surface
Régime	A

RÉFÉRENCES DE LA VISITE D'INSPECTION	
Date de l'inspection	09/09/2014
Type d'inspection	Approfondie/programmée
Documents transmis antérieurement à l'inspection	-Note de l'inspection du 21/03/2014 au préfet des Hauts-de-Seine ; (suite aux courriers de l'exploitant du 3 octobre 2013, du 12 décembre 2013 et du 23 juillet 2013) ;
Inspection dans le cadre d'une action nationale	
Documents transmis à la suite de l'inspection	-Version n°1 de l'étude de constitution de garantie financière des installations classées (révision 1 - septembre 2014) remis lors de la visite d'inspection ;

	-lettre de l'exploitant du 16/09/2014 (remise de l'étude de calcul de constitution de garanties financières version n°2 au titre de l'arrêté ministériel du 31/05/2012 publié au JORF du 23/06/2012) ;
Identité et qualité des personnes rencontrées	Mme Yamina LAPEYRE (responsable qualité) M NATOLINI Président (PDG) LRB ROULIER
Identité et qualité de l'équipe d'inspection	inspecteur des Installations Classées, Unité Territoriale des Hauts de Seine, 5 Bd des Bouvets, 92000 Nanterre

*Le présent rapport fait état de l'analyse et des constats effectués lors de la visite d'inspection du 09/09/2014 de l'établissement exploité par « LRB ROULIER » sur le territoire de la commune de NANTERRE.*

## 1 PRÉSENTATION DE L'ÉTABLISSEMENT

### Classement ICPE :

2565.2.a-(A)

3260 (A)

AP du 28/11/1988

(modifié par APC du 10/06/2010 et 22/08/1989 pour les VLE,

et 05/12/2006 pour les contrôles inopinés)

### Contacts :

Mme Yamina LAPEYRE  
(responsable qualité)

M NATOLINI Président (PDG)  
LRB ROULIER  
Tel : 01.47.25.21.15  
Fax: 01.47.21.39.18

### Activité:

LRB ROULIER  
33 rue des agglomérés NANTERRE

Atelier de traitement de surface

Bordereau du 18/04/2012

### **Action Nationale 2013 :**

**Site inclus dans le programme d'inspection : oui-Prioritaire**

**Site "Seveso" seuil haut**

**Site "Seveso" seuil bas**

**Site IED**

**Site inclus dans les zones d'effet d'un établissement à risque**

**BASOL :**

### 1.1 Présentation du site

La société LRB ROULIER est installée à Nanterre depuis 1975. Elle est spécialisée dans le traitement de l'aluminium.

La société dispose de plusieurs gammes de traitement allant de différents types d'anodisation (anodisation sulfurique, anodisation dure, anodisation chromique) à la conversion chimique (chromatation) en passant par la passivation, du micro-billage, du polissage ou de la sérigraphie.

Le site traite les grandes séries mais également les petites quantités et les prototypes.

Il emploie une quinzaine de personnes du lundi au vendredi.

### 1.2 Autorisations Administrative de LRB ROULIER

L'installation est réglementée par un arrêté préfectoral du 28 novembre 1988 modifié par les arrêtés préfectoraux du 22 août 1989, 5 décembre 2006 et 10 juin 2010.

### 1.3 Clôture des non conformités et remarques faites lors de l'inspection du 22 février 2013

L'installation a fait l'objet d'une visite d'inspection le 22 février 2013. Une note de l'inspection du 21/03/2014 au Préfet des Hauts de Seine a permis de lever la majeure partie des non conformités visées lors de cette visite.

#### 1.4 Suite des garanties financières

L'exploitant a transmis un dossier d'évaluation technique et financière par courrier du 22 juillet 2013 (l'exploitant est tenu d'évaluer le montant de la garantie financière selon la formule prévue à l'annexe I de l'arrêté du 31/05/12 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières).

L'inspection n'a pas validé le calcul de l'exploitant, pour les raisons suivantes :

- pas de prise en compte des bains de rinçage. En effet l'exploitant est autorisé à exploiter 64,4 m<sup>3</sup> de bains de traitement selon ses arrêtés préfectoraux. Avec un tel volume de bains de traitement, le volume des bains de rinçage est a fortiori supérieur à 3,45 m<sup>3</sup>. Or ces bains de rinçage et leur contenu sont à considérer comme des déchets dangereux qu'il faudra évacuer du site. En outre, les produits dangereux stockés sur site ne sont pas pris en considération et l'exploitant ne justifie pas cette hypothèse de calcul ;
- surveillance de la qualité des eaux souterraines basée uniquement sur 2 piézomètres. Or pour un bon suivi, comme rappelé dans la note ministérielle du 20 novembre 2013, 3 piézomètres sont nécessaires : 1 en amont et 2 en aval hydraulique du site. Par ailleurs, la profondeur des piézomètres doit être supérieure au toit de la nappe : ainsi pour une nappe présente à 8,7 m, la profondeur des piézomètres doit être au minimum de 10m ;
- surveillance de l'accès du site reposant seulement sur la mise en place d'un système de surveillance. Or ne sont pas prévus sur la facture transmise les éventuels déplacements nécessaires en cas d'intrusion, l'entretien éventuel du système, le coût d'alimentation des utilités (électricité notamment) ... Il est rappelé que l'évaluation des garanties financières est à placer dans un contexte où l'exploitant n'est plus présent sur le site, et ne peut donc plus assurer son rôle en matière de surveillance de l'installation ni assurer l'alimentation électrique du site. Dans ce contexte, la note ministérielle du 20 novembre 2013 estime qu'un coût de surveillance de l'accès du site inférieur à 15 000 € HT ne peut être acceptable. Les pratiques généralement observées sur des sites à responsable défaillant conduisent à ce coût minimum qui correspond simplement à 2 heures de gardiennage par jour pendant 6 mois en utilisant la formule de l'AM du 31 mai 2012 ;
- les valeurs retenues pour les coefficients de révision de la garantie financière ne sont pas précisées. Il est rappelé que la dernière valeur publiée de l'index de  $\alpha$  est de 1,0555 ;

L'Inspection des Installations Classées a estimé le montant des garanties financières supérieures à 83 000 € TTC en ajoutant un piézomètre à la surveillance du site et un coût du gardiennage d'au moins 15 000 euros, sans prendre en compte les autres demandes de compléments nécessaires à l'évaluation.

L'inspection a donc conclu d'une part que l'exploitant serait dans l'obligation de constituer les garanties financières puisque celles-ci seraient supérieures au seuil des 75 000 € et qu'il est nécessaire d'autre part que l'exploitant révise son évaluation pour prendre en compte les remarques précédemment relevées.

#### 1.4 Prise en compte de la directive IED

Suite à la sortie de la directive IED, remplaçant la directive dite « IPPC », les activités de la société LRB Roulier relèvent désormais de la rubrique « 3000 » spécifiques aux activités relevant de la directive IED : rubrique 3260 relative au traitement de surface des métaux ..

Ainsi, par courrier du 3 octobre 2013, l'exploitant a demandé :

- le bénéfice des droits acquis au titre de la rubrique 3260
- le BREF STM « traitement de surface des métaux et matières plastiques.

Un courrier préfectoral du 10 juin 2014 adressé à l'exploitant prend acte de la rubrique principale et du document BREF associé..

## **2 DÉROULEMENT DE L'INSPECTION**

### 2.1 Ordre du jour

L'ordre du jour de la visite était de faire un point sur:

-les demandes de complément sur les garanties financières, suite au courriel de l'Unité Territoriale des Hauts-de-Seine du 21/08/2014 ;

-la clôture définitive des éventuelles remarques (ou non conformités) encore en suspens, suite à l'inspection du 22 février 2013.

## 2.2 Début et fin d'inspection

La visite d'inspection a débuté en salle de réunion à partir de 9H30. Elle s'est poursuivie sur le site vers 11 heures afin de vérifier la bonne application des points visés à l'ordre du jour. Elle s'est achevée vers douze heures trente.

### **3. VÉRIFICATION DES ARTICLES 3, 4, 6 DE L'ARRETE PREFECTORAL DU 10 JUIN 2010 ET POINT SUR LES GARANTIES FINANCIERES**

#### 3.1 Clôture définitive des éventuelles remarques (ou non conformités) encore en suspens suite à l'inspection du 22 février 2013.

Les remarques et non conformités encore en suspens ont été levées (cf grille d'inspection ci-jointe).

#### 3.2 Point sur les Garanties financières

##### Historique

On rappellera que tableau de formule prévue à l'annexe I de l'arrêté du 31/05/12 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières figurant dans le rapport de l'inspection du 27/03/2014 est le suivant :

Sc	coefficient pondérateur de prise en compte des coûts liés à la gestion du chantier.	Ce coefficient est égal à 1,10	
Me	montant, au moment de la détermination du premier montant de garantie financière, relatif aux mesures de gestion des produits dangereux et des déchets présents sur le site de l'installation	Coût d'évacuation des bains de la grande chaîne de traitement : 9 699 € HT pour un volume de 43,25 m³. Coût d'évacuation des bains de la petite chaîne de traitement : 4 920 € HT pour un volume de 12,6 m³. Coût d'évacuation des bains de neutralisation : 2760 € HT pour un volume de 10 m³. Coût d'évacuation des boues d'hydroxyde : 1 743 € HT Coût d'évacuation des déchets non dangereux : 592 € HT. L'estimation des coûts est justifiée par des devis.	33 576 €
Mi	montant relatif à la neutralisation des cuves enterrées présentant un risque d'explosion ou d'incendie après vidange.	Aucune cuve enterrée	0 €
Mc	montant relatif à la limitation des accès au site. Ce montant comprend la pose d'une clôture autour du site et de panneaux d'interdiction d'accès à chaque entrée du site et sur la clôture tous les 50 mètres.	Site déjà clôturé. Périmètre de la parcelle de 250 m.	90 €
Ms	montant relatif au contrôle des effets de l'installation sur l'environnement. Ce montant couvre la réalisation de piézomètres de contrôles et les coûts d'analyse de la qualité des eaux de la nappe au droit du site, ainsi qu'un diagnostic de la pollution des sols.	Nombre de piézomètres à installer : 2. Profondeur de la nappe à 8,7 m. Coût unitaire d'une campagne de surveillance : 2000 € HT. Coût du diagnostic de pollution des sols pour une surface de 0,3 ha : 11 500 € HT.	24 720 €
Mg	montant relatif au gardiennage du site ou à tout autre dispositif équivalent.	Télésurveillance retenue avec un devis de 817 € HT.	817 €
$\alpha$	indice d'actualisation des coûts	$\alpha = 1,06$	

##### Nouveau projet remis lors de la visite d'inspection

L'exploitant a remis lors de la visite d'inspection un nouveau projet d'étude de constitution de garantie financière (version révision 1 - septembre 2014).

Sc	coefficient pondérateur de prise en compte des coûts liés à la gestion du chantier.	Ce coefficient est égal à 1,10	
Me	Nouveau montant relatif aux mesures de gestion des produits dangereux et des déchets présents sur le site de l'installation	L'exploitant a conservé les coûts d'évacuation des bains de la grande chaîne de traitement, des bains de la petite chaîne de traitement, des bains de neutralisation, d'évacuation des boues d'hydroxyde, d'évacuation des déchets non dangereux.	50139 € (au lieu de 33576 euros HT dans la version précédente).

		<p>L'exploitant a intégré dans un tableau le calcul suivant :</p> <p>-coût d'élimination pour l'élimination des produits dangereux la grande chaîne = 15166 euros HT (9699 euros dans la version précédente sans les bains de rinçage);</p> <p>-coût d'élimination pour la petite chaîne de traitement = 6821 euros HT (4920 euros dans la version précédente sans les bains de rinçage)) ;</p> <p>-coût lié au stockage et à la neutralisation (le poste stockage neutralisation ne représente pas les bains de traitement mais les cuves nécessaires au fonctionnement de la station d'épuration physico-chimique) = 2760 euros (2208 euros pour la cuve de stockage d'acide sulfurique et 552 euros pour la cuve de stockage de soude) ;</p> <p>-Coût d'évacuation des boues d'hydroxyde (transport et élimination) = 1 749 € HT</p> <p>-Coût d'évacuation des déchets non dangereux = 650 € HT. (traitement et transport) ;</p> <p>Les coûts d'élimination sont justifiés par un devis VEOLIA du 9 juillet 2013.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant fait le rajout des opérations suivantes :</p> <p>-8 camions d'enlèvement au lieu de 5 soit 10400 euros (contre 6500 euros auparavant) ;</p> <p>-2 rinçages au lieu d'un seul (soit 720 euros contre 360 euros auparavant) ;</p> <p>-l'intervention d'un chimiste pour 4 jours d'encadrement du chantier au lieu de deux soit 3000 euros au lieu de 1500 euros HT) ;</p> <p>Par ailleurs, les coûts de traitement et de transport unitaires ont légèrement augmenté en quelques mois pour le traitement des DIB (133 euros au lieu de 126 euros pour le traitement de 3 tonnes de DIB et 251 euros pour le transport de 3 tonnes de DIBA auparavant).</p>	
Mi	montant relatif à la neutralisation des cuves enterrées présentant un risque d'explosion ou d'incendie après vidange.	Aucune cuve enterrée	0 €
Mc	montant relatif à la limitation des accès au site. Ce montant comprend la pose d'une clôture autour du site et de panneaux d'interdiction d'accès à chaque entrée du site et sur la clôture tous les 50 mètres.	Site déjà clôturé (le site dispose déjà d'une grille de 66m le long de la rue des Agglomérés, et d'un mur d'enceinte donnant sur la voie ferrée d'une longueur de 83m). Périmètre de la parcelle de 250 m (soit 5 panneaux au prix de 15 euros le panneau).	90 €
Ms	Nouveau montant relatif au contrôle des effets de l'installation sur l'environnement. Ce montant couvre la réalisation de piézomètres de contrôles et les coûts d'analyse de la qualité des eaux de la nappe au droit du site, ainsi qu'un diagnostic de la pollution des sols.	<p>L'exploitant a modifié le nombre de piézomètres à installer : 3 (au lieu de deux).</p> <p>La profondeur des piézomètres est désormais fixée à 10 m (au lieu de 8,70 m).</p> <p>Le coût unitaire de réalisation d'un piézomètre est de 300 euros (300 euros/mètre) soit 9000 euros pour 3 piézomètres.</p> <p>Le coût de 2 campagnes de contrôle et d'interprétation des résultats est de 2000 euros tandis que le coût de contrôle et d'interprétation des résultats de la qualité des eaux de la nappe atteint 6000 euros (en incluant 3 piézomètres).</p> <p>A noter que la version « O » comportait une erreur dans le coût des campagnes des résultats de la qualité des eaux. Une erreur de calcul dans la formule du tableur avait entraîné le doublement total du dit coût soit 8000 euros au lieu de 4000 euros, d'où une diminution du montant de cette ligne malgré l'adjonction d'un piézomètre supplémentaire.</p> <p>Le coût du diagnostic de pollution des sols pour une surface de 0,3 ha : 11 500 € HT.</p>	26500 euros (au lieu de 24720 € dans la version précédente)
Mg	montant relatif au gardiennage du site ou à tout autre dispositif équivalent.	<p>Coût de gardiennage</p> <p>Le coût horaire moyen d'un gardien est de 40 euros tandis que le nombre d'heures de gardiennage nécessaires pour 6 mois à raison de 2 heures par jour est de 364.</p>	14560 € (contre 817 euros avec la télésurveillance dans la version précédente).
α	indice d'actualisation des coûts	α = 1,0684	

Le nouveau projet intègre un indice de réactualisation des coûts qui ne figurait pas dans la précédente version.  
La mise à disposition d'un chimiste est désormais passée à 4 jours au lieu de 2 (deux journées chimistes supplémentaires).  
Le nombre de camions supplémentaires est de 3 (8 camions au lieu de 5).

Le nouveau projet d'évaluation version 1 remis lors de la visite s'élève à 103514 euros HT au lieu de 65123 euros HT dans la version précédente.

#### Courrier de l'exploitant du 16/09/2014

L'exploitant a transmis le 16/09/2014 une étude calcul de constitution de garanties financières en version révision 2.  
Cette version est presque identique à la version révision 1 mais a été complétée par les documents suivants :

- modification de la présentation générale avec meilleure distinction des rubriques pour améliorer la lisibilité + ajout des présentes notes de révisions pour un meilleur suivi des modifications ;
- ajout en élimination des déchets des cuves de neutralisation (3000 litres) et de décantation (19000 litres) initialement prévues pour être épurées séparément avec une augmentation des prestations liées, soit le passage du nombre de camions nécessaires de 8 à 9, du forfait rinçage de 2 à 3, et, du nombre de jours d'encadrement chimiste de 4 à 5 ;

Le total des déchets dangereux atteint :

- 43290 litres pour la grande chaîne de traitement et 49700 litres pour les rinçages soit 92990 litres ;
- 12600 litres pour la petite chaîne de traitement et 17280 litres pour les rinçages soit 29880 litres ;
- 32000 litres pour les installations de stockage et neutralisation (cuve de stockage d'acide sulfurique, cuve de neutralisation et de décantation) soit 154870 litres au total ;
- il convient de rajouter 6 tonnes pour les boues d'hydroxydes d'après le tableau ME « élimination des produits et déchets ».

Le total des déchets dangereux atteint donc 154,87m3 de bains de traitement avec rinçages et installation de neutralisation et 6 tonnes de boues d'hydroxyde.

Il est rajouté 330 euros pour l'élimination d'une cuve de neutralisation de 3m3 et 2090 euros pour l'élimination du décanteur de 19m3 (par rapport à la version 1). Au total, le tableau ME relatif à l'élimination des produits et déchets atteint désormais 54353 euros HT au lieu de 50139 euros HT dans la version 1 remise lors de l'inspection.

-séparation du calcul du coefficient de l'actualisation du coût de la rubrique ME de celui de la rubrique IA afin d'améliorer la lisibilité de chaque rubrique avec adjonction d'un extrait de l'index TP01 de l'INSEE ;

-création d'une rubrique de mise à jour de l'index TP01 pour les rubriques MI + MC + MS + MG séparée de celle de la rubrique ME afin d'améliorer la lisibilité de l'étude, la rubrique ME faisant appel à une période de référence différente des rubriques MI + MC + MS + MG, et l'adjonction d'un extrait de l'index TP 01 de l'INSEE (l'indice de révision ME de mai 2014 est fixé à 699 euros, tandis que l'indice de base devis est fixé à 702,2 euros).

**La nouvelle version 2 aboutit à un calcul total  $M = SC \times (ME + IA \times (MI + MC + MS + MG)) = 109\,969$  euros (au lieu de 103 514 euros HT dans la version 1 remis lors de la visite).**

#### **4 ANALYSE ET AVIS DE L'INSPECTION SUR LES DOCUMENTS FOURNIS PAR L'EXPLOITANT**

##### Analyse de l'inspection :

##### En ce qui concerne les activités concernées par les garanties financières :

Conformément à l'arrêté du 31/05/12 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement, le site est soumis à ces obligations à l'échéance du 1<sup>er</sup> juillet 2014 pour ses activités relevant de la rubrique 2565.

##### En ce qui concerne le montant des garanties financières :

L'arrêté ministériel du 31/05/12 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines définit les modalités d'évaluation du montant des garanties financières.

L'exploitant a répondu aux demandes de compléments de l'Inspection qui n'émet pas d'observation ni sur le calcul du coût d'élimination des déchets ni sur le coût du diagnostic environnemental du site dont les données paraissent cohérentes avec les

informations déjà disponibles sur le site. Les bains de traitement et de rinçage de l'atelier de traitement de surface ont bien été pris en compte dans le calcul. Le coût du gardiennage est désormais pris en compte et justifié.

Le calcul du montant des garanties financières repose sur des hypothèses telles que la quantité de déchets maximales présentes sur le site et la clôture du site qu'il convient de prescrire à l'exploitant pour s'assurer de leur mise en œuvre effective à tout moment. L'arrêté préfectoral complémentaire du 10 juin 2010 réglementant le site ne prescrit pas le maintien de la clôture et les quantités maximales de déchets stockées sur le site. L'Inspection propose donc de les prescrire à l'exploitant par un nouvel arrêté préfectoral conformément aux préconisations de l'instruction ministérielle du 20 novembre 2013.

## **5 CONCLUSION - PROPOSITIONS**

### **5.1 Garanties financières**

Considérant les dispositions du décret n° 2012-633 du 3 mai 2012 et des arrêtés ministériels du 31 mai 2012 pris en application fixant la liste des installations classées soumises à obligation de garanties financières et les modalités de calculs ;

Considérant que la société LRB ROULIER exploite des installations soumises à autorisation au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées listée par l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 modifié susvisé, et existante à la date du 1er juillet 2012 ;

Considérant la proposition de montant de garanties financières transmise par l'exploitant par courrier du 22 juillet 2013 et complétée par courrier du 16 septembre 2014;

L'Inspection propose d'acter le montant de garanties financières qui devra être constitué par l'exploitant conformément aux échéanciers prévus par l'article 3 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 ;

Considérant qu'il est nécessaire de s'assurer que la quantité maximale de déchets dangereux stockée sur le site et à éliminer retenue pour le calcul du montant des garanties financières ne soit pas dépassée sur le site ;

Considérant que cette quantité de déchets dangereux est estimée par l'exploitant à 154,87m<sup>3</sup> de bains de traitement et rinçages et installation de neutralisation, et 6 tonnes de boues d'hydroxyde ;

Considérant que le coût de l'implantation d'une clôture autour du site n'a **pas** été retenu dans le calcul de la garantie financière dans la mesure où une telle clôture existe déjà sur le site ;

Considérant la nécessité d'une implantation d'au moins 3 piézomètres afin de suivre la surveillance de la qualité des eaux souterraines à 10m de profondeur pour suivre l'impact du site sur la nappe sous-jacente ;

L'Inspection propose de prescrire à l'exploitant une quantité maximale de déchets dangereux présente sur le site.

A cet effet, l'inspection propose un projet de prescriptions techniques complémentaires en annexe du présent rapport.

Conformément aux dispositions de l'article R512-31 du code de l'environnement, ce projet doit être soumis à l'avis des membres du CODERST.

### **5.2 Prise en compte de la directive IED**

Considérant que l'article R 515-61 du code de l'environnement prévoit que l'arrêté d'autorisation mentionne , parmi les rubriques 3000, celles applicables aux installations ou équipement visés par l'article R 515-58 du code de l'environnement, ainsi que les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à cette rubrique principale, il est proposé de compléter la réglementation de l'installation avec ces indications.

L'inspection propose également de préciser les conditions dans lesquelles les conditions d'autorisation seront réexaminées périodiquement.



## 5.2 Suites d'inspection

L'inspection a fait le constat de l'absence d'écarts visant les articles 3 (articles 3.1 et 3.3) de l'arrêté préfectoral du 10 juin 2010, ainsi que de l'article R 516-1 du code de l'environnement et de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012.

Enfin, conformément aux articles L. 514-5 et **L 171-6** du code de l'environnement, l'inspection informe Monsieur le Préfet qu'une copie du présent rapport est transmise à l'exploitant.

*Rédacteur*  
L'ingénieur de l'environnement  
  
**signé**

*Vérificateur*  
La chargée de mission sites et sols  
pollués  
  
**signé**

*Approbateur*  
Pour le directeur et par délégation, le  
chef du pôle risques et aménagement  
  
**signé**

## ANNEXE

### Projet de prescriptions techniques complémentaires

VU le code de l'environnement, et notamment ses articles L.516-1, R.516-1 à R.516-6 relatifs à la constitution des garanties financières ;

VU le code de l'environnement, et notamment ses articles L.515-28 à L.515-3 relatifs aux installations mentionnées à l'annexe I de la directive n° 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles

Vu le décret n°2013-375 du 2 mai 2013 modifiant la nomenclature des installations classées ;

Vu les articles R.515-58 à R.515-84 du code de l'environnement relatif aux installations mentionnées à l'annexe I de la directive n° 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles

VU l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R.516-1 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines ;

VU l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement ;

VU les actes administratifs délivrés antérieurement, et notamment l'arrêté préfectoral d'autorisation du 28 novembre 1988, modifié par arrêtés préfectoraux du 22 août 1989 et du 10 juin 2010 ;

VU les propositions de calcul du montant des garanties financières faites par la société LRB ROULIER, par courriers du 22 juillet 2013 et du 16 septembre 2014 ;

VU l'avis et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 27 septembre 2014 ;

VU l'avis du CODERST lors de sa séance du XXXX ;

CONSIDERANT que la société LRB ROULIER exploite des installations soumises à autorisation au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées listée par l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé, et existantes à la date du 1<sup>er</sup> juillet 2012 ;

CONSIDERANT que ces installations, compte-tenu des seuils ou des rubriques concernées, sont soumises à l'obligation de garanties financières à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2012, la constitution de 20 % du montant devant être réalisée au 1<sup>er</sup> juillet 2014 conformément à l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé ;

CONSIDERANT que la proposition de calcul de garanties financières transmise par l'exploitant est conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé et aboutit à un montant de garanties supérieur à 75 000 euros TTC ;

CONSIDERANT que l'exploitant doit en conséquence constituer des garanties financières en vue d'assurer la mise en sécurité des installations concernées en cas de cessation d'activité, conformément aux dispositions des articles R.516-1 5° et suivants du code de l'environnement ;

CONSIDERANT qu'il est nécessaire de s'assurer que la quantité maximale de déchets dangereux stockée sur le site et à éliminer retenue pour le calcul du montant des garanties financières ne soit pas dépassée sur le site ;

CONSIDERANT que cette quantité de déchets dangereux est estimée par l'exploitant à moins de 154,87m<sup>3</sup> de baux de traitement et rinçages et installation de neutralisation, et 6 tonnes de boues d'hydroxyde ;

CONSIDERANT que le coût de l'implantation d'une clôture autour du site n'a pas été retenu dans le calcul de la garantie financière dans la mesure où une telle clôture existe déjà sur le site ;

CONSIDERANT cependant qu'il convient de s'assurer de son maintien en bon état ;

**CONSIDERANT** que l'installation est soumise à autorisation pour la rubrique 3260 de la nomenclature introduite par le décret n°2013-375 du mai 2013 ;

**CONSIDERANT** que l'exploitant a demandé le bénéfice des droits acquis pour cette rubriques ;

**CONSIDERANT** que les dispositions de l'arrêté préfectoral du 28 novembre 1988 modifié doivent être complétées pour prendre en compte les modifications apportées par l'évolution de la réglementation

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du .... ;

## ARRÊTE

### ARTICLE 1 : CHAMP D'APPLICATION

La société LRB ROULIER située au 33 rue des agglomérés à Nanterre, est tenue de se conformer aux prescriptions complémentaires du présent arrêté pour l'exploitation de son site.

### ARTICLE 2 : OBJET DES GARANTIES FINANCIERES

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent aux installations visées au R.516-1-5° du code de l'environnement et listées dans le tableau suivant et aux installations connexes :

Rubrique Alinéa	AS, A E, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Caractéristiques maximales autorisées
2565-2-a	A	Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc...) de surfaces (métaux, matières plastiques, semi conducteurs, etc...) par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visés par la rubrique 2564 et du nettoyage dégraissage visé par la rubrique 2563.  2. Procédés utilisant des liquides (sans mise en œuvre de cadmium, ni de cyanures, et à l'exclusion de la vibro-abrasion)  a) le volume des cuves de traitement étant supérieur à 1500 litres.	Atelier TS autorisé pour 64,4m3 de bains de traitement et spécialisée dans le traitement de l'aluminium. -une chaîne d'anodisation sulfurique ; -une chaîne d'anodisation dure ; -une chaîne d'anodisation chromique ; -chaîne de décapage ; -une chaîne de passivation ;	Atelier TS autorisé pour 64,4m3 de bains de traitement par les arrêtés préfectoraux du 28 novembre 1988, 22 août 1989 et 10 juin 2010

Elles sont constituées dans le but de garantir la mise en sécurité du site de l'installation en application des dispositions mentionnées à l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement.

### ARTICLE 3 : MONTANT DES GARANTIES FINANCIERES

Le montant total des garanties financières à constituer s'élève à 131 963 euros TTC

Il a été défini selon la méthode forfaitaire définie dans l'arrêté ministériel du 31 mai 2012, en prenant en compte un indice TP01 de 702,4 et un taux de TVA de 20 %.

Il est basé sur une quantité maximale de déchets pouvant être entreposés sur le site définie à l'article 11 du présent arrêté.

#### **ARTICLE 4 : DELAI DE CONSTITUTION DES GARANTIES FINANCIERES**

L'exploitant doit constituer les garanties financières selon le calendrier prévu par l'article 3 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R.5161 du code de l'environnement.

L'exploitant adresse au préfet selon le calendrier susvisé le document attestant la constitution du montant des garanties financières défini à l'article 3, document établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012.

#### **ARTICLE 5 : RENOUELEMENT DES GARANTIES FINANCIERES**

Sauf dans les cas de constitution de garanties financières par consignation à la Caisse des dépôts et consignation, le renouvellement du montant total des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance du document prévu à l'article 5 du présent arrêté.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé.

#### **ARTICLE 6 : ACTUALISATION DES GARANTIES FINANCIERES**

L'exploitant est tenu d'actualiser tous les cinq ans le montant des garanties financières et en atteste auprès du Préfet. La première actualisation intervient 5 ans après la date de signature du présent arrêté.

Le montant réactualisé est obtenu par application de la méthode d'actualisation précisée à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé. L'exploitant transmet avec sa proposition :

- la valeur datée du dernier indice public TP01 ;
- la valeur du taux de TVA en vigueur à la date de transmission.

#### **ARTICLE 7 : MODIFICATION DES GARANTIES FINANCIERES**

L'exploitant informe le préfet, dès qu'il en a connaissance, de tout changement de garant, de tout changement de formes de garanties financières ou encore de toutes modifications des modalités de constitution des garanties financières, ainsi que de tout changement des conditions d'exploitation conduisant à une modification du montant des garanties financières.

#### **ARTICLE 8 : ABSENCE DE GARANTIES FINANCIERES**

Outre les sanctions rappelées à l'article L.516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L.171-8 de ce code. Conformément à l'article L.171-9 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

#### **ARTICLE 9 : APPEL DES GARANTIES FINANCIERES**

En cas de défaillance de l'exploitant, le Préfet peut faire appel aux garanties financières pour assurer la mise en sécurité du site en application des dispositions mentionnées à l'article R.512-39-1 du Code de l'Environnement

- soit en cas de non-exécution par l'exploitant de ces dispositions, après intervention des mesures prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement;
- soit en cas d'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'encontre de l'exploitant ;

- soit en cas de disparition de l'exploitant personne morale par suite de sa liquidation amiable ou judiciaire ou du décès de l'exploitant personne physique.

#### ARTICLE 10 : LEVEE DE L'OBLIGATION DES GARANTIES FINANCIERES

L'obligation de garanties financières est levée, en tout ou partie, à la cessation d'exploitation totale ou partielle des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières ont été normalement réalisés par l'exploitant.

Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R.512-39-1 à R.512-39-3, par l'inspection des installations classées.

L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral, après consultation des maires des communes intéressées.

En application de l'article R.516-5 du code de l'environnement, le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

#### ARTICLE 11 : QUANTITES MAXIMALES DE DECHETS POUVANT ÊTRE ENTREPOSES SUR LE SITE

A tout moment, les quantités de déchets pouvant être entreposées sur le site ne doivent pas dépasser, pour chaque type de déchets, les valeurs maximales définies dans le tableau ci-dessous, sur la base desquelles le montant des garanties financières fixé à l'article 3 du présent arrêté a été calculé.

Type de déchets	Quantité maximale sur site
Déchets dangereux	155m <sup>3</sup> de bacs de traitement et rinçages et installation de neutralisation, et 6 tonnes de boues d'hydroxyde.

#### ARTICLE 12 : CLOTURE DU SITE

L'établissement est clôturé, et équipé de panneaux judicieusement disposés, sur la totalité de sa périphérie. Un accès de secours est en permanence tenu accessible de l'extérieur du site pour les moyens d'intervention.

#### ARTICLE 13 : CHANGEMENT D'EXPLOITANT

« Le changement d'exploitant est soumis à autorisation conformément à l'article R516-1 du code de l'environnement selon les modalités définies dans ce même article. »

#### ARTICLE 14 : APPLICATION DE LA DIRECTIVE IED

Article 14-1 : liste des installations concernées par une rubrique 3000 de la nomenclature et conclusions sur les meilleures techniques applicables

Les installations exploitées par la sté LRB Roulier relèvent de la rubrique 3000 de la nomenclature suivante :

N° de la rubrique	Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques et Volume autorisé	Régime
3260	Traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique pour lequel le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 m <sup>3</sup>	Volume total des bacs = 64,4 m <sup>3</sup>	A

A : autorisation

En application de l'article R.515-61 du code de l'environnement, la rubrique 3260 constitue la rubrique principale de l'exploitation et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à cette rubrique principale sont celles relatives au secteur du traitement de surface ( issues du document de référence Traitement de surface des métaux et des matières plastiques - BREF (Best Available Technique Reference Document) intitulé STM.

#### **Article 14-2 : Réexamen des conditions d'autorisation et dossier de réexamen**

Les prescriptions de l'arrêté d'autorisation des installations sont réexaminées conformément aux dispositions de l'article L 515-28 et des articles R.515-70 à R.515-73 du code de l'environnement. En vue de ce réexamen, l'exploitant adresse au préfet le dossier de réexamen, dont le contenu est visé à l'article R 515-71 du code de l'environnement, dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale visée à l'article 14.1 du présent arrêté.